



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Opération inscrite à
l'avenant n°1 relatif au volet mobilités 2023-2027
du contrat de plan État – Région 2021 – 2027**

Convention de cofinancement

entre

L'État,

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

La métropole Aix-Marseille-Provence,

Le département des Bouches-du-Rhône,

Le grand port maritime de Marseille.

**Opérations routières ponctuelles
de sécurisation et fluidification
entre Fos-sur-Mer et Salon-de-Provence**



DÉPARTEMENT
**BOUCHES
DU RHÔNE**



Préambule

En février 2025, l'État, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la métropole Aix-Marseille-Provence ont signé une feuille de route pour accompagner le développement industriel et la décarbonation de la zone industrialo - portuaire du Golfe de Fos - Berre, pour en faire la première zone européenne de décarbonation et de réindustrialisation et faire du port de Marseille - Fos le premier pôle industrialo - portuaire décarboné de la zone Euroméditerranée - Afrique. Vingt milliards d'euros d'investissements pourraient être consacrés à la zone et induire la création de plusieurs milliers d'emplois. Cette zone stratégique participe à la dynamique de la réindustrialisation verte de l'axe Méditerranée – Rhône – Saône et aux objectifs de développement du grand port fluvio-maritime, inscrit dans le plan Marseille en grand.

La réussite de cette ambition industrielle nécessite d'engager, en lien étroit avec les collectivités territoriales, une stratégie d'aménagement globale à l'échelle du bassin de Fos-Berre associée au déploiement d'un système de mobilité adapté à la mutation en cours de la zone, associant les différents modes de transport.

Bien que le report modal de la route vers les autres modes reste la priorité, aussi bien pour les marchandises que pour les personnes, les investissements sur le réseau routier sont nécessaires.

Aussi, l'adaptation des infrastructures routières d'accès à la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer constitue une condition indispensable au futur système de mobilité, complémentaire aux projets de report modal.

Dans cette optique, un protocole de financement a été signé le 30 juin 2025 pour la modernisation des infrastructures de desserte routière de la zone industrialo-portuaire de Fos-étang de Berre et du grand port maritime de Marseille.

Le faible niveau de service des infrastructures routières d'accès à la ZIP de Fos et leur faible résilience aux aléas de circulation entraînent des problématiques de saturation routière, de risque pour les populations riveraines (matières dangereuses, pollution, etc.) et de risques en matière de sécurité routière. Enfin, la dynamique économique projetée induit une croissance des flux routiers malgré les hypothèses volontaristes de report modal correspondant à l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050.

Deux projets majeurs et complémentaires sont inscrits au volet routier du contrat de plan État – Région et contribuent à la desserte routière du port de Marseille Fos et de sa zone industrialo-portuaire. Il s'agit du projet de contournement de Martigues Port de Bouc et du projet de liaison Fos-Salon.

La liaison routière entre Fos-sur-Mer et Salon-de-Provence (LFS) est un axe structurant reliant la zone industrialo-portuaire (ZIP), la Base aérienne d'Istres, la gare de Fret de Miramas et le centre logistique de Clesud et plus au nord l'autoroute A54. Le projet de liaison Fos-Salon est découpé en plusieurs sections pour lesquelles différentes variantes de tracé ont été étudiées :

- La section Nord qui va de l'autoroute A54 et Salon à Miramas (carrefour de Clesud)
- La section Centre qui dessert Istres jusqu'à l'entrée Nord de Fos-sur-Mer
- La section Sud qui va de l'entrée Nord de Fos-sur-Mer jusqu'au giratoire de la Fossette
- Le contournement de Fos-sur-Mer

Des études d'opportunité de phase 2 ont permis sur la liaison Fos-Salon de dégager des variantes susceptibles d'être privilégiées pour lesquelles des compléments sont toutefois en cours de production et de validation. Ces compléments concernent l'opportunité de certaines variantes alternatives, le dimensionnement du projet sur certaines sections et ses modalités de financement compte-tenu du coût important de l'opération (dépassant les 500 M€).

La déclaration d'utilité publique de cette opération va toutefois nécessiter de lourdes investigations qui ne permettent pas d'envisager une déclaration d'utilité publique avant 2030 pour pouvoir apporter l'ensemble des garanties environnementales attendues notamment sur :

- L'absence de perte de biodiversité pour laquelle des mesures de compensations conséquentes seront nécessaires
- La justification du projet au regard de la stratégie nationale Bas Carbone avec évaluation des émissions de gaz et effet de serre pour ce projet au service d'une stratégie de décarbonation plus large
- La motivation des raisons impératives d'intérêt public majeurs considérant les enjeux de souveraineté économique, de santé et de sécurité que le débat de la ZIP de Fos sur mer a mis en avant, autour de l'étang de Berre
- L'analyse de l'ensemble des solutions alternatives de développement de la mobilité sur ce territoire et l'intégration du projet dans un système multimodal en lien avec les opérations développées par les autres partenaires

Compte-tenu des perspectives de développement industriel important à un horizon de court et de moyen terme et des projets d'aménagement portés par différents acteurs du territoire, certaines opérations ponctuelles de sécurisation et de fluidification doivent pouvoir être engagées rapidement. C'est notamment le cas :

- de la dénivellation de l'échangeur des Bellons sur la commune d'Istres pour laquelle la métropole porte un projet de développement de Bus à Haut de niveau de Service,
- de la fluidification de l'échangeur de Toupiguières sur la commune de Miramas compte-tenu des projets de développement de la zone de Clesud.
- de la dénivellation de l'échangeur de la Fossette sur la commune de Fos sur lequel débouchera la future section sud de la liaison Fos-Salon et qui constitue le point de jonction principal des deux routes (RN568-RD568) qui desservent la ZIP de Fos.

La présente convention de financement a donc pour objet la contractualisation d'une enveloppe de 17,5 M€ consacrée à la mise en œuvre d'opérations ponctuelles de sécurisation et de fluidification en complément de l'opération de l'échangeur des Bellons, financée par la métropole à hauteur de 21 M€ et rappelée dans le cadre de la présente convention.

Compte tenu de ce qui précède, entre

L'État, représenté par monsieur Jacques WITKOWSKI, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par monsieur Renaud MUSELIER, président du Conseil régional dûment autorisé par délibération n°.....du.....

La métropole d'Aix-Marseille-Provence, représentée par sa présidente, madame Martine VASSAL, dûment autorisée par délibération n°.....du.....

Le département, représenté sa présidente, madame Martine VASSAL, dûment autorisée par délibération n°.....du.....

Le grand port maritime de Marseille, établissement public de l'Etat ayant son siège social à MARSEILLE (13002), 23 place de la Joliette, identifié sous le numéro de SIREN 775 558 489, représenté par le Président du Directoire, Monsieur Hervé MARTEL, nommé par décret du Président de la République du 28 mars 2025 et dont le Conseil de Surveillance a validé l'opération par une délibération n° du.....

Vu le protocole de financement de la desserte de la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer signé le 30 juin 2025 par l'État, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la métropole Aix-Marseille-Provence, le département des Bouches-du-Rhône et le grand port maritime de Marseille,

Vu l'avenant n°1 relatif au volet mobilités 2023-2027 du contrat de plan État – Région 2021 – 2027 signé par l'État et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du

Vu la convention territoriale d'application du CPER sur le territoire des Bouches-du-Rhône signée entre l'État, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le département des Bouches-du-Rhône et la métropole Aix- Marseille – Provence en date du..... ..

il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de participation de l'État, de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la métropole Aix Marseille Provence, du département des Bouches-du-Rhône et du grand port maritime de Marseille (ci-après « GPMM »), au financement d'opérations ponctuelles de sécurisation et fluidification entre Fos-sur-Mer et Salon-de-Provence.

L'État assurera la maîtrise d'ouvrage de ces opérations ou la déléguera dans les conditions techniques et administratives définies à l'article 10 de la présente convention.

Article 2 - Avancement de l'opération, décisions antérieures

Les études et décisions engagées sur le projet de liaison Fos-Salon, sur laquelle les différentes opérations objets de la présente convention s'appuient, sont les suivantes :

Débat public de septembre 2020 à janvier 2021

Plusieurs grandes options d'aménagement ont été étudiées et soumises au débat. L'opportunité de réaliser rapidement le projet de liaison Fos-Salon afin d'améliorer le fonctionnement du réseau actuel a ainsi été largement partagée par les participants au débat et restituée dans le cadre du compte-rendu de la Commission Particulière du Débat Public (CPDP),

La nécessité de poursuite des études de conception qui devront permettre de parachever les choix et les caractéristiques des aménagements en vue de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet a été réaffirmée lors de ce débat.

Décision ministérielle du 29 juin 2021

L'État, par une Décision Ministérielle (DM) du 29 juin 2021, a retenu le principe d'aménagement de la liaison routière Fos-Salon et de l'amélioration des conditions de contournement de Fos-sur-Mer, et a décidé que les études de conception du projet seront poursuivies pour parachever les choix et les caractéristiques des aménagements, en vue de la déclaration d'utilité publique du projet.

Plusieurs options de tracé ont été identifiées pour la continuité des études :

- **Section Nord** : située entre l'A54 et l'actuel giratoire de Toupiguières à Grans. La possibilité de l'adossement de cette section au réseau ASF sera étudiée. Cette section fait l'objet de 2 variantes :
 - **Variante A**, considérée comme variante de référence, avec un tracé longeant l'actuelle RN569 et se connectant à l'A54 au niveau de l'échangeur existant ;
 - **Variante C** avec un tracé longeant l'actuelle RD69 et se connectant sur l'A54 au moyen d'un nouvel échangeur.

- **Section Centre** : tracé longeant l'actuelle RN569 entre l'actuel giratoire de Toupiguières à Grans et le demi-échangeur de Rassuen à Istres. Pour cette section, il s'agit d'étudier les variantes d'aménagement ponctuel tel que :
 - La possibilité de ne pas doubler les ouvrages au niveau du franchissement du faisceau ferroviaire de Miramas ;
 - Le recours à des vitesses maximales autorisées réduites (90km/h, voire 70 km/h au droit des zones urbanisées) ;
 - L'étude d'un carrefour plan au droit de Miramas.
- **Section Sud** : située entre le demi-échangeur de Rassuen à Istres et le giratoire de la Fossette sur la RN568 à Fos-sur-Mer. Cette section fait l'objet de 2 variantes :
 - Variante 2, considérée comme variante de référence, avec un tracé neuf au Nord-Ouest de l'actuel RN569 qui longe la voie ferrée du côté Sud ;
 - Variante 3 avec un tracé longeant l'actuelle RN569.
- **Contournement de Fos** :
 - Réaménagement des voies existantes (RN568), considéré comme situation de référence pour la comparaison des deux suivantes ;
 - Variante aménagement capacitaire des voies portuaires ;
 - Variante Barreau des Étangs qui longe la voie ferrée du côté Est.

Études d'opportunité de phase 2 : 2024-2025

Ces études ont été engagées sur la base de la décision ministérielle avec réintégration de la variante 1 de la section sud considérant l'abandon du projet d'extension de la réserve naturelle des Coussouls de Crau.

La prochaine étape consiste au lancement des démarches préalables à la déclaration d'utilité publique.

Article 3 - Présentation du programme des opérations ponctuelles de sécurisation et de fluidification

La dynamique industrielle de la ZIP mais également de la base aérienne et la zone de CLESUD, associée à une croissance des emplois, nécessite également de ne pas retarder le traitement de certains points durs de saturation (actuels ou à venir).

La réalisation de ces projets est pleinement compatible avec les différentes variantes susceptibles d'être retenues dans le cadre du projet de liaison Fos-Salon. Ces projets peuvent par ailleurs être mis en œuvre dans les emprises publiques et ne nécessitent pas de procédure de déclaration d'utilité publique pour en assurer la maîtrise foncière.

La présente convention porte donc sur des aménagements fonctionnels de points d'échange existants compatibles avec la réduction de la saturation sur l'itinéraire Fos-Salon.

Les aménagements envisagés à ce stade sur la base des études d'opportunité de phase 2 sont les suivants :

1) La dénivellation de l'échangeur des Bellons

Ces travaux visent à fluidifier le point d'entrée Nord de la commune d'Istres en séparant les flux de transit sur la RN 569 des flux de desserte locale. L'aménagement, d'un coût de 21 M€ entièrement financé par la métropole Aix Marseille Provence, consiste à réaliser un échangeur composé de quatre bretelles d'entrée/sortie sur la RN, deux giratoires d'échange et un ouvrage de franchissement de la RN à 2x2 voies dans la continuité du chemin des Bellons. Sa réalisation anticipée accompagne le développement du pôle aéronautique et de la base aérienne n°125 et de la mise en place d'une offre de transport en commun, dont un bus à haut niveau de service (BHNS) qui a fait l'objet d'une délibération pour approbation du programme.

La dénivellation de L'échangeur des Bellons est évaluée à 21 M€, intégralement pris en charge par la métropole. Cette opération donne lieu à une convention de délégation de Maîtrise d'ouvrage de l'État.

2) La dénivellation et aménagement de l'échangeur de la Fossette

L'augmentation du trafic routier à destination de la ZIP Fos-sur-Mer implique de déniveler le point d'échange de la Fossette (demande routière supérieure à la capacité offerte par tout autre type de point d'échange). La dénivellation étant prévue dans toutes les options de projet de la liaison Fos-Salon et ce point d'échange étant situé à l'aval de tous les autres points d'échanges des axes structurants (RN568, RN569, VP544 et 545), la dénivellation du carrefour de la Fossette est un aménagement pertinent à mettre en œuvre dès que possible. Sa conception intégrera les projets de dessertes bus et d'aménagements cyclables portés par la métropole ainsi que les projets d'aménagement portés par le Département des Bouches-du-Rhône, notamment sur la RD268. Une attention particulière sera notamment portée aux conditions d'écoulement provisoire du trafic en aval dans la ZIP de Fos-sur-Mer.

Par anticipation le cas échéant à la dénivellation, une modification du shunt de la RN568 Nord vers la RD268 pourra également être envisagée en cohérence avec les modalités de desserte de la ZAC de la Fossette et de réaménagement de la RD268 actuellement à l'étude.

3) Le réaménagement du carrefour de Toupiguières

Le carrefour de Toupiguières, situé sur la commune de Miramas, assure aujourd'hui sur un seul giratoire les échanges entre la RN569 vers l'autoroute A54, la RD69 vers Salon de Provence et la zone d'activités logistique de CLESUD. Ce point d'échange constitue aujourd'hui un des principaux points noirs de saturation de l'itinéraire entre Fos-Salon susceptible de s'aggraver avec le développement de la zone de CLESUD pour le transport combiné ferroviaire.

L'opération consiste donc, dans une première phase, à la création de nouvelles bretelles et d'un nouveau giratoire d'accès à CLESUD (sur des terrains maîtrisés par l'EPAD Ouest Provence) avant de procéder à la dénivellation du point d'échange.

Article 4 : Coût du programme et répartition des participations financières

Le programme, qui porte à ce stade sur la dénivellation et l'aménagement de l'échangeur de la Fossette et le réaménagement du carrefour de Toupiguières, pour des montants estimés au niveau des études d'opportunité à 14 M€ et 3,5 M€, soit un total de 17,5 M€, sera affiné lors des études à venir.

Concernant les participations financières, le contrat de plan État-Région 2021-2027 a prévu une enveloppe de **17 500 000 €** répartie comme suit :

État	32,35 %	5 500 000 €
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	29,41 %	5 000 000 €
Département des Bouches-du-Rhône	17,65 %	3 000 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	17,65 %	3 000 000 €
Grand Port Maritime de Marseille	5,88 %	1 000 000 €

Article 5 – Calendrier et modalités d'actualisation du montant de l'opération

Le montant inscrit à la présente convention est une enveloppe prévisionnelle dont le montant est ferme. Elle permettra la réalisation d'opérations ponctuelles sur le réseau routier national entre Fos-sur-Mer et Salon de Provence qui seront programmées de 2026 à 2030.

Si cette opération nécessite un financement supérieur, les partenaires devront formaliser leur nouvelle participation financière par avenant à la présente convention.

Article 6 - Fonds de concours

Les participations des entités co-financeuses seront versées à l'État, maître d'ouvrage de l'opération, sous forme de fonds de concours, selon l'échéancier indicatif ci-dessous et après que celui-ci a émis à leur encontre les titres de perception correspondants en application des prescriptions particulières définies ci-après :

	2026	2027	2028	2029	2030	%	Total
Région Provence-Alpes- Côte d'Azur	250 000 €	250 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	500 000 €	29,41 %	5 000 000 €
Département des Bouches-du- Rhône	150 000 €	150 000 €	1 200 000 €	1 200 000 €	300 000 €	17,65 %	3 000 000 €
Métropole Aix-Marseille- Provence	150 000 €	150 000 €	1 200 000 €	1 200 000 €	300 000 €	17,65 %	3 000 000 €
Grand Port Maritime de Marseille	50 000 €	50 000 €	400 000 €	400 000 €	100 000 €	5,88 %	1 000 000 €

Le maître d'ouvrage transmet aux co-financeurs le montant des titres de perception qu'il envisage émettre à leur encontre, dans la perspective de la préparation de leur budget au plus tard au 31 août de l'année N-1. Ce montant peut être ajusté au cours du premier trimestre de l'année N, sur la base du bilan technique et financier de l'opération au 31/12/N-1 transmis par le maître d'ouvrage.

Ce bilan fait apparaître :

- le détail des dépenses réalisées par poste de dépenses, la consommation totale, et l'état de l'avance ou du retard de chaque financeur par rapport aux paiements effectifs sur l'opération.
- les prévisions de commandes et de paiements de l'année N.

Ce bilan permet, le cas échéant, d'ajuster les titres de perception de l'année N, pour garantir l'équilibre entre les dépenses réelles et les versements des titres de perception par les co-financeurs.

Les signataires de la présente convention s'engagent à inscrire à leurs budgets respectifs les sommes nécessaires au règlement des dépenses leur incombant.

Article 7 - Solde des Comptes

Les services de l'État feront parvenir aux cosignataires un bilan financier de la convention, au terme de celle-ci.

Le cas échéant, l'État procédera au remboursement des sommes trop-perçues sous forme de fonds de concours, le montant perçu par le maître d'ouvrage, une fois l'opération achevée, ne pouvant en aucun cas être supérieur à celui prévu par la convention.

Article 8 - Fonds de compensation pour la TVA

Pour les collectivités territoriales signataires de la présente convention, il sera fait application des dispositions de l'article L.1615-2 du code général des collectivités territoriales relatives au bénéfice

des attributions du fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée pour ce qui concerne leurs dépenses d'investissement sur le domaine public routier de l'État.

Article 9 - Concertation et suivi

Un comité de pilotage présidé par le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur ou un représentant qu'il aura désigné, sera garant de la mise en œuvre de la présente convention et assurera le pilotage et la validation générale des études du projet.

Il sera composé des personnes suivantes :

- le préfet de région ou son représentant,
 - le président du conseil régional ou son représentant,
 - la présidente de la métropole Aix Marseille Provence ou son représentant,
 - le président du conseil de surveillance du grand port maritime de Marseille ou son représentant,
 - la présidente du conseil départemental ou son représentant,
- représentant les co-financeurs du projet et de manière consultative :
- les maires des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer ou leurs représentants,
 - le cas échéant, d'autres acteurs institutionnels du territoire concernés par l'opération.

Le comité de pilotage se réunira en tant que de besoin à l'initiative de son président et aura pour tâche principale de valider le périmètre de l'opération, les études, le planning général et la situation financière.

Un comité technique piloté par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Provence Alpes Côte d'Azur, réunira un représentant de chaque co-financeur et, le cas échéant, les représentants des acteurs du territoire.

Il permettra au maître d'ouvrage d'informer l'ensemble des partenaires sur :

- l'avancement de l'opération et son calendrier prévisionnel ;
- les difficultés rencontrées et les solutions proposées pour les résorber ;
- le suivi du coût et les éventuels risques de dépassement de l'enveloppe prévisionnelle plafond ;
- les choix techniques et les ajustements de programme et leurs conséquences en termes de coûts liés à la réalisation des aléas.

Le maître d'ouvrage transmettra aux co-financeurs, sur demande de leur part, l'ensemble des dossiers et documents techniques relatifs au projet. Les co-financeurs pourront formuler des remarques sur ces documents ou sur le déroulé du chantier et le maître d'ouvrage s'engage à y apporter des réponses dans un délai de deux mois. En cas de désaccord, un comité technique sera réuni et, si besoin, un comité de pilotage se réunira sur demande d'une des parties.

Ce comité technique se réunira en tant que de besoin, au moins une fois par an, pour dresser un bilan de l'opération et formuler, le cas échéant, des propositions à soumettre au Comité de pilotage.

Article 10 - Élaboration des projets techniques et clauses sociales et environnementales

Les études sont menées selon les procédures de l'État et en particulier, suivant l'instruction Gouvernementale du 29 avril 2014 (notice numéro NOR DEVT1405771C) et son instruction technique associée et fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national.

Toutes les décisions d'approbation correspondantes seront portées par l'État à la connaissance des co-financeurs.

Les signataires s'accordent sur la nécessité de valoriser les principes du développement durable dans les étapes de réalisation des opérations objet de la présente convention.

L'État en sa qualité de maître d'ouvrage s'engage à inscrire, chaque fois que possible, dans ses marchés publics :

- des spécifications techniques permettant de favoriser des procédés économes en énergie et en ressources et minimisant l'impact sur l'environnement ;
- des critères d'attribution des marchés favorisant les entreprises et les offres les mieux-disantes en matière environnementale ;
- des clauses sociales en vue de favoriser l'insertion des personnes en difficulté, en particulier les publics plus éloignés de l'emploi.

Le maître d'ouvrage s'assurera du respect des engagements pris en la matière par les titulaires des marchés relatifs aux opérations co-financées dans le cadre de la présente convention.

Article 11 - Communication

Les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention feront l'objet d'une concertation préalable entre les partenaires co-financeurs et devront mentionner leurs contributions financières respectives.

Article 12 - Modification de la présente convention

Toute modification du programme et des termes budgétaires de la présente convention donnera lieu à la conclusion d'un avenant signé par l'ensemble des parties.

Article 13 - Durée et validité de la convention

La convention prendra effet, après signature des parties, à compter de sa notification par l'État aux partenaires signataires, et prendra fin après satisfaction des engagements financiers des signataires et transmission du bilan financier correspondant par l'État prévu à l'article 7 de la présente convention.

Article 14 - Résiliation

Le non-respect par l'une des parties des termes de la présente convention entraînerait après discussion et désaccord persistant entre les parties la résiliation d'office de celle-ci.

Article 15 - Litige

En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les Parties, compétence expresse est attribuée au Tribunal Administratif de Marseille, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête. La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

Article 16 – Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, et notamment la réception de tous actes extrajudiciaires, les parties font élection de domicile :

L'État
Le Préfet de région
DREAL PACA / STIM/UMO
16 Rue Zattara - CS 70248
13331 MARSEILLE CEDEX 3

La région
27 place Jules-Guesde
13481 Marseille Cedex 20

cocontractant

Le département
Hôtel du département
52, avenue de Saint Just
13256 MARSEILLE Cedex 20

cocontractant

La métropole Aix-Marseille
Provence
Le Pharo
58, boulevard Charles-Livon
13007 Marseille.

cocontractant

Le grand port maritime de Marseille **cocontractant**
23 place de la Joliette
13002 MARSEILLE

Fait en cinq exemplaires originaux, un à destination de chaque signataire

À Marseille, le

<p>Le préfet de région Provence-Alpes-Côte d'Azur</p> <p>Jacques WITKOWSKI</p>	<p>Le président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur</p> <p>Renaud MUSELIER</p>
<p>La présidente du conseil départemental des Bouches-du-Rhône</p> <p>Martine VASSAL</p>	<p>La présidente de la métropole Aix-Marseille Provence</p> <p>Martine VASSAL</p>
<p>Le président du directoire du grand port maritime de Marseille</p> <p>Hervé MARTEL</p>	